



Monsieur le Président,

Cette instance se tient alors que le contexte social et politique français est particulièrement tendu.

Il y a quelques jours le journal MEDIAPART révélait la tenue de **propos révoltants** par Jordan BARDELLA, possible futur premier ministrable en cas de victoire du Rassemblement National aux prochaines élections présidentielles.

Ces propos rapportés sont d'un antisémitisme brutal, sans filtre, et font froid dans le dos lorsque l'on pense que ce monsieur pourrait, dans les mois qui viennent, exercer parmi les plus hautes fonctions de l'État.

Au-delà de la menace que l'accession du RN au pouvoir ferait peser sur l'ensemble de la fonction publique, que ce soit sur ses missions ou sur ses agents, les remugles d'une idéologie nauséabonde dont nous pensions qu'elle appartenait définitivement partie aux poubelles de l'histoire, nous reviennent brutalement au nez.

Car, au-delà du cas particulier de M. BARDELLA, cette affaire révèle que c'est bien un parti raciste et antisémite qui est sur le point d'accéder au pouvoir.

Accession qui constitue une menace inédite pour les agent-es publics, bouc-émissaires favoris, avec les immigré.es, du RN et de ses affidés.

Solidaires Finances Publiques et plus largement l'Union Solidaires qui portent, à l'opposé du RN, des valeurs d'humanisme et de solidarité, tient à rappeler que ce parti, profondément raciste, antisémite, xénophobe, LGBTQI+phobe, est un danger pour la démocratie.

Solidaires a toujours combattu et combattra toujours le racisme et la xénophobie, qui ne sont pas des opinions, rappelons-le, mais des délits à sanctionner avec la plus grande fermeté.

Concernant **le contexte social**, il n'est pas au beau fixe, c'est le moins que l'on puisse dire.

Parce qu'ils ne peuvent plus tolérer la paupérisation à laquelle les ont conduits des années de gel du point d'indice et d'idéologie libérale, les fonctionnaires étaient en grève et en manifestation dans la rue le mardi 29 septembre.

Mais leurs revendications ne se limitaient pas à la seule question des salaires.

En effet, les moyens alloués aux services publics sont réduits drastiquement chaque année et on ne compte plus les dysfonctionnements qui mettent en danger les missions et les personnes.

Nous en avons eu la preuve dramatique l'été dernier, chez les pompiers, avec cinq décès dans l'exercice de leur fonction. Pompiers qui étaient d'ailleurs bien présents dans le cortège le 29 septembre et réclamaient, eux aussi, à cor et à cri des moyens décents.

Dans les lycées, la situation est également extrêmement tendue, avec des manifestations et des blocages - 338 lycées mardi, partout en France et 356 le mercredi et jusque à plus de 600 hier à la même heure - parfois très durement réprimés par une police qui, à notre sens, oublie souvent qu'elle est au service de tous les citoyens et citoyennes et pas d'un pouvoir devenu de plus en plus minoritaire.

Solidaires condamne les violences policières, sous toutes leurs formes et en particulier quand elles s'exercent comme au cas présent sur des jeunes adolescent-es.

Mais le gouvernement n'en a cure comme d'habitude et ose encore proposer une amputation de 250 millions d'euros des crédits alloués aux lycées dans le projet de budget pour l'année prochaine.

Pour en revenir à la DGFIP, **la création de la Foncière de l'État** qui devra, à terme, comme son nom l'indique, administrer l'ensemble des bâtiments publics, nous laisse craindre le pire.

En effet, cette idée ne semble être mue comme souvent que par une idéologie budgétaire et dans le seul souci de nouvelles économies sur le dos des agents publics, de leurs conditions de travail et par extension sur les services (de moins en moins) rendus aux usagers.

Localement, **le peu de considération de la DRFIP de Paris** pour ses agents est mis en évidence par la faiblesse des réponses aux interpellations de cet été (canicule, cyberattaques...) restées quasiment sans réponse.

Comme si cela ne suffisait pas, on ajoute à présent le mensonge au mépris en présentant les **EDT** comme le résultat d'une élaboration conjointe avec les organisations syndicales qui en auraient approuvé le principe.

Si la vérité alternative devient un mode de gestion de plus en plus courant, notre direction devrait pourtant savoir que s'affranchir de la réalité ne permet pourtant pas de la modifier.

De nombreuses remontées de collègues et même de chefs de service nous signalent que ces EDT se sont achevés de façon particulièrement tendue, quand ces ateliers n'ont pas tout simplement été interrompus par des agent-es quittant la réunion après avoir été insulté-es par leur hiérarchie directe. Un délégué de la direction ayant assisté à cette scène pour le moins hallucinante pourra en témoigner.

Pour Solidaires, les EDT relèveraient plus de l'Entourloupe Des Travailleurs que d'échanges un tant soit peu constructifs. Si la Direction locale n'était pas à ce point déconnectée de la réalité des services, elle aurait sans doute pris un peu plus de soin à préparer ces espaces d'échanges imposés par la DG et cela sans avoir recours à une fiction mensongère.

**Concernant le sondage sur les valeurs DRFIP** envoyé par Mme Amélie Verdier à tous les personnels :

Vous comprendrez qu'il est à présent bien difficile pour les agent-es de répondre sans sourciller, et surtout sans rigoler, à ce sondage dont on nous rabat les oreilles avec force courriels et messages sur Ulysse.

En effet comment ne pas sourire quand parmi les valeurs évoquées, toutes positives et au demeurant fort vagues, figurent la fiabilité et la confiance.

Après l'épisode de vols de données de cet été, il faut avouer que c'est cocasse !

D'ailleurs ces vols de données sont toujours d'actualité, avec, on l'a appris hier, le piratage de l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information) et de la DINUM (Direction Interministérielle du Numérique). Rien que ça ! Cela en devient grotesque !

Ces fuites de données deviennent tellement courantes qu'il est désormais bien difficile de faire des liminaires à jour !

Cette même ANSSI a publié en début de semaine son rapport sur les cyberattaques estivales à la DGFIP. On relève page 4 la phrase suivante : « La compromission des SI de la DGFIP n'est pas la conséquence d'une attaque sophistiquée ».

Or, le 14 août dernier lors de sa conférence de presse sur le sujet la Directrice Générale évoquait, elle, une méthode « sophistiquée ».

Qui croire ? Quelle parole a encore de la valeur ?

**Sur l'ordre du jour de la séance :**

Nous reviendrons plus en détails sur le DUERP et la PAPRI Pact qui en découle lorsque ce point sera abordé. Toutefois Solidaires ne cache pas sa lassitude face aux réponses creuses et stéréotypées faites aux vrais problèmes pointés par les agent-es. Quand il y a une réponse.

En effet, rappelons, à titre d'exemple que notre interpellation du directeur, le 19 août dernier, sur

les cyberattaques est restée lettre morte. Une autre sur les TP amendes le 28 septembre n'a pas connu plus de succès.

Solidaires Finances Publiques estime le respect qu'un Directeur Régional des Finances Publiques, devrait avoir pour les représentantes et représentants du personnel devrait se manifester par la réponse leurs interrogations.

Ce mépris pour les organisations syndicales donc pour les agentes et les agents de Paris, est révoltant. Nous ferons remonter ceci à notre Bureau National afin que la Directrice Générale soit avertie de la situation du dialogue, ou plutôt du monologue social, à la DRFIP Paris.

Cette situation nous semble d'autant plus grave que nous connaissons toutes et tous le contexte social à la DGFIP, qui a abouti à la mise en place du plan triennal 2025-2027, censé lutter contre les suicides et les tentatives de suicide.

Les solutions proposées dans le PAPRI Pact sont loin d'être à la hauteur pour améliorer durablement et sensiblement la sécurité et la santé des agent·es sur leur lieu de travail.

Solidaires Finances Publiques proposera d'ailleurs un avis sur ce point.

La présentation du rapport d'enquête sur le SIP 13 figure également parmi les points à l'ordre du jour. Solidaires tient une fois encore à saluer le travail, les qualités d'écoute et de dialogue de Mesdames Cendrine MOULIN et Laura CORNU durant toute la durée de cette enquête.

Les préconisations proposées par les organisations syndicales ont été reprises sans difficultés et proposées à la Direction.

Cependant, il ne faut pas se voiler la face, le futur déménagement du service est bien le principal problème évoqué tant par les agents du SIP que par l'encadrement.

Malgré l'opposition des agents, des usagers qui ont massivement signé les pétitions proposées et celle de l'ensemble des élus locaux (les Maires, leurs adjoint.es, les député.es...), la direction locale s'arc-boute une fois encore sur un projet funeste pour le service public, ses agent·es et l'ensemble des usager·es.

Là encore, Solidaires Finances Publiques rendra également un avis sur ce point.

Solidaires reviendra sur l'ensemble des points à l'ordre du jour au fur et à mesure de leur examen.

Merci pour votre écoute.